

Élection partielle du 22 mars 2011
Conseil d'Administration (collège B)
Profession de foi des syndicats
SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPRES-FO, SUD-Education
Agir Ensemble pour une université démocratique

Le 22 mars prochain une nouvelle élection partielle au Conseil d'Administration permettra de renouveler un siège du collège B. Tous les personnels enseignants et chercheurs de l'université, titulaires et non titulaires, hormis les professeurs d'université et personnels assimilés, auront l'occasion d'exprimer un choix politique important, à une période cruciale de l'évolution de l'Université de Strasbourg.

Au moment où les appels à projet du « Grand Emprunt » et ce qu'on nomme la « politique d'excellence » s'apprêtent à restructurer notre recherche, nos laboratoires et nos offres de formation en anticipant sur le prochain plan quinquennal, il importe plus que jamais de faire entendre la voix des personnels et d'exiger la transparence, le dialogue et la participations de tous à des choix décisifs. Il y a eu depuis la fusion bien trop de décisions non concertées pour que nous donnions un blanc seing à l'équipe présidentielle. Contre l'arbitraire et le pilotage bien trop centralisé de notre université, les élus *Agir Ensemble pour une Université Démocratique* travaillent avec obstination à plus de transparence et de démocratie. Ce travail doit être prolongé et accentué.

Les membres d'*Agir Ensemble* présentent la candidature de Jean-Pierre Djukic. Son engagement au service de notre université – il est représentant au CHS -, son parcours professionnel et ses compétences de chercheurs (HDR) constituent des atouts significatifs pour exercer un mandat d'administrateur. Dans la continuité du travail d'*Agir Ensemble* et de ses deux élus enseignants au Conseil d'Administration, Michaël Gutnic et Pascal Maillard, Jean-Pierre Djukic s'engage à défendre les positions suivantes :

1. Pour une autre politique de recherche à l'UdS

Après que la fusion des 3 universités a redessiné le paysage universitaire strasbourgeois, favorisant certains regroupements, ou modifiant pour partie notre organisation, nous entrons à grands pas dans de nouvelles et importantes restructurations dont les effets pourraient être encore amplifiés par la mise en œuvre d'une fusion avec l'UHA.

Les regroupements d'équipes qui s'effectuent autour des projets de LABEX et maintenant de l'« Initiative d'excellence » (IDEX) posent de nombreux problèmes. Focalisés uniquement sur un petit nombre de laboratoires bien notés, ils vont laisser de nombreux projets et de nombreux chercheurs sur le bord de la route. Ils organisent aussi une grande partie de l'allocation des ressources et de la direction de la recherche hors de toute évaluation des organismes, marquant ainsi de nouveaux reculs en termes de collégialité et de démocratie. Ils vont enfin générer une précarité accrue par la création de nombreux CDD au détriment des emplois pérennes.

Le démantèlement administratif actuellement en cours au sein des organismes de recherche dont les moyens et les personnels vont être mis principalement au service des périmètres d'excellence, va conduire à des réductions d'emploi et des déplacements de personnels.

La baisse effective des crédits de recherche récurrents (1,4 million pour 2011) tout comme la diminution de 15% en moyennes des crédits alloués aux composantes témoigne d'un budget contraint qui ne laisse pas de nous inquiéter sur la santé budgétaire de notre université.

Les élus d'*Agir Ensemble pour une Université Démocratique* entendent défendre :

- des laboratoires et des composantes dotés de moyens suffisants
- une meilleure répartition des moyens financiers et en personnels entre les composantes et les services centraux
- le développement d'une coopération équilibrée entre les universités et les organismes de recherche
- un véritable statut des personnels enseignants, techniques et administratifs, non titulaires, afin de favoriser leur pleine intégration dans la communauté universitaire sur des postes stables, tout en estimant que la seule solution à terme repose sur la création de postes statutaires
- l'ouverture d'un débat sur le rôle des collégiums
- une véritable politique documentaire, inexistante depuis la fusion des universités alors qu'elle est un pilier indispensable au développement de l'activité de recherche.

2. Promouvoir une collégialité et un dialogue social fondé sur l'écoute et le respect des personnels et de toutes les composantes de l'UdS.

De nombreux collègues témoignent que l'information aux personnels, la communication de la direction ainsi que le dialogue de gestion* ne donnent pas satisfaction. Il est donc urgent pour l'équipe de direction d'inventer une autre écoute, de nouvelles modalités d'information qui permettent des remontées des acteurs de terrain, entendus et respectés.

Contre un pilotage opaque et trop resserré des projets politiques, contre une gestion de plus en plus centralisée de l'établissement et trop de décisions non concertées, les élus et l'intersyndicale *Agir Ensemble* demandent que les responsables intermédiaires soient davantage impliqués en leur laissant des marges de décision et de liberté. Ils demandent aussi que le dialogue de gestion puisse être évalué et, le cas échéant, revu.

Ils ont certes obtenu la mise en place d'une commission des emplois, mais ils attendent toujours un bilan social qui est pourtant statutaire. Ils demandent enfin que soit entreprise une vraie réflexion sur les missions, les fonctions et la place des composantes et des collègius, ainsi que de leurs directions respectives au sein de l'UdS.

*dialogue de gestion: discussions et négociations entre le directeur de composante et les VP (finances et RH...) + l'administration centrale sur les problèmes de dotations budgétaires et de personnels à partir des tableaux de bord et indicateurs de la composante

3. Inventer une nouvelle vie démocratique à l'UdS.

A l'occasion de l'important Congrès sur la démocratie, programmé initialement en septembre 2010 et repoussé en janvier 2011, les élus *Agir Ensemble* ont fait le constat suivant : après deux années d'existence la nouvelle Université de Strasbourg souffre d'un déficit démocratique aussi bien dans le fonctionnement de ses instances que dans la vie de sa communauté universitaire. A l'instar des CS et CEVU, le CA ne doit pas se limiter à être une chambre d'enregistrement. Les conseillers doivent pouvoir conseiller. On ne saurait continuer à contourner leur fonction. Il est ainsi inacceptable que l'ensemble des projets d'excellence n'ait pas même été présenté devant nos élus.

La démocratie passe d'abord par le respect de nos instances. Elire au CA un membre d'*Agir Ensemble* c'est aujourd'hui donner davantage de sens à une exigence élémentaire : que nos élus participent effectivement à la détermination de la politique de notre université et accomplissent par là même leur mandat. Les enseignants et les chercheurs ont le sentiment d'être dépossédé de leur université, de plus en plus soumise à un pouvoir politique extérieur à elle. Jean-Pierre DJUKIC, avec les trois autres élus *Agir Ensemble* au CA, s'engage à faire vivre ce qui est aujourd'hui une urgence : que les personnels se réapproprient l'université. Trois propositions simples doivent permettre de commencer ce travail :

- promouvoir une information pluraliste et développer une réelle politique de consultation soucieuse de favoriser la participation
- développer la délégation qui stimule les initiatives à tous les niveaux en laissant aux personnels des espaces de liberté dans les propositions et les choix
- envisager que les conseils puissent s'adjoindre des membres à titre consultatif qui élargissent ainsi les compétences et l'audience de ces conseils

La vie démocratique de notre université, notre indépendance et notre liberté de recherche sont des biens trop précieux pour être laissés aux mains de managers de la science, des milieux financiers ou conseillers occultes. Les personnels et leurs élus doivent pouvoir participer activement à certains choix stratégiques, y compris celui de l'avenir de notre université dans la perspective actuelle d'un rattachement de l'UHA à l'UdS.

Au moment où notre université va devoir faire des choix stratégiques majeurs et où le service public d'enseignement et de recherche est remis en cause, nous appelons tous les électeurs du collège B à se mobiliser et à soutenir une candidature de vigilance et de propositions critiques et constructives.

En votant pour Jean-Pierre DJUKIC, le candidat d'Agir Ensemble, vous montrerez votre souhait de réorienter la politique actuelle, de trouver un nouveau souffle et d'œuvrer pour Université de Strasbourg libre de ses choix et à l'écoute de ses personnels.

***Agir Ensemble pour une Université Démocratique
(SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, SES-CGT, SNPREES-FO, SUD-Education)***